

Appendix
(M.)

21st Jan.

to protect their offspring from that disease, the utmost circumspection therefore became necessary on the part of the Board, if not to do away existing prejudice, at all events to guard as far as human means could do against the possibility of future failure.

With this view the second or test vaccination was demanded, in doing so the Board disclaim, as has been industriously circulated, any wish unnecessarily to have added to professional Labour, tho' at the same time it cannot help regretting the hostility and opposition it experienced from many in complying with its directions.

Having thus observed on the intentions of the Legislature and the views of the Board in seconding them, it now becomes necessary to remark how far such intentions seem generally to have actuated the Profession.

By the returns it appears some commenced vaccinating the day the Bill passed, viz. the seventeenth of March and it also appears that on the fourth of April some had completed their returns to the number of five hundred respectively !!! Thus in nineteen days was accomplished what if professionally or rather properly done should have taken nearly as many weeks, from this it would appear that having completed the quota deemed sufficient for remuneration, vaccination with the majority altogether ceased : whereas had a real wish to second the liberal views of the Legislature actuated generally the profession, instead of cavilling at the instructions issued, which were only found hostile and to operate against the eagerness with which in the first instance immediately after passing the Act, and previous to the issuing of these instructions, when subjects were alone sought for, Practitioners would have had full and ample time of vaccinating *de novo* in the five succeeding months up to September the period fixed and advertised for receiving the Returns, an equal number to what some performed so very assiduously in seventeen, eighteen or twenty days.

The evident disregard to all method conspicuous in some of the returns and from the equivocations that have come to the knowledge of the Board in the examination of them as well as from other causes, it fears Vaccination, in its true and genuine form, has not been altogether disseminated through the Parishes :—A question then seems fairly to arise whether Legislative interference in the cause of Vaccination has produced the desired effect ? To the Board it appears at best but problematical ; however should a pecuniary grant be again voted, much stronger restrictions appear absolutely necessary to be imposed on those who may hereafter undertake to vaccinate : as well as a greater latitude be granted to the Board than it has heretofore possessed, to render such Grant really efficacious and complete for its intended object.

In giving expression to these sentiments, which a sense of duty alone imposes, if unpleasant to the Board on the one hand, 'tis no less gratifying on the other to contemplate the prompt and ready acquiescence in every instance it experienced from some of the Profession ; judging from the returns, they seem to have executed the duties they had undertaken with regularity and exactness, which demands as well the thanks of the Board, as entitles these Gentlemen also to those of the Public at large.

(A true Copy from the minutes of the Board.)

W. E. HOLMES,
Secretary.

Certified,
W. HACKET, M. D. Pres. V. B.

HOUSE OF ASSEMBLY, COMMITTEE ROOM,
MONDAY, 18th February 1822.

PRESENT

MESSRS. Neilson, Oldham, Fournier, Blanchet, Stuart
and L. Lagueux.

Mr. Stuart called to the Chair.

Your Committee after examining the Reports and Proceedings of the Committee named by this House in the last Session of this Parliament on that part of the Speech of His Excellency the Governor in Chief which relates to the Settlement of the Waste Lands of the Crown, and which constitutes the subject of the present reference, proceeded carefully to examine the documents received since the close of the last Session, and which therefore had not come under the consideration of that Committee.

These consist in the answers of a large number of the Curates of the different Parishes of this Province to the Queries transmitted to them in the last Session of this Parliament.

The anticipations of valuable information from this respectable source have been fully realized; so much thereof as is susceptible of being exhibited in the form of a Table, will be found in the Synoptical Table hereunto subjoined.

For other and valuable information upon the causes which have hitherto retarded the settlement of this Country, your Committee must refer to the answers themselves which are upon the files of this House.

Your Committee had occasion to believe that the intentions of His Excellency the Governor in Chief the Earl of Dalhousie, to cause to be laid before this House, copies of such parts of the Royal Instructions for the granting of Crown Lands in this Province as may have been given since the year one thousand seven hundred

ment de croire à son efficacité pour préserver leurs Enfants de cette Maladie, il étoit donc nécessaire que le Bureau prit toutes les précautions possibles, si non pour détruire les préjugés existans, du moins pour obvier autant qu'on le pouvoit humainement à la possibilité d'un pareil manque de succès à l'avenir.

Dans cette vue on exigea la seconde inoculation, ou celle d'épreuve, ce n'est pas que le Bureau cherchât, comme on s'est efforcé de le faire croire, à donner sans nécessité plus de besogne aux Médecins, quoiqu'il ait à regretter d'avoir trouvé, de la part de plusieurs, beaucoup d'opposition et de répugnance à se conformer à ses directions.

Après ces observations sur les intentions de la Législature et sur les vues du Bureau en les secondant, il est nécessaire de remarquer à quel point ces intentions paroissent avoir influé généralement sur la profession.

Quelques-uns, comme il paroît par leurs Régîtres, commencèrent à inoculer dès le jour même où le Bill fut passé, c'est-à-dire le dix-septième Mars, et quelques-uns comme il paroît encore avoient dès le quatrième Avril complété le nombre de cinq cens individus inoculés sur leurs Régîtres !!! Ainsi avoit été achevé dans l'espace de dix-neuf jours, ce qui pour être méthodiquement ou plutôt pour être bien fait auroit pris presque autant de semaines. Il sembleroit qu'ayant rempli le nombre qu'ils avoient jugé suffisant pour demander une rémunération, la plupart cessèrent tout à fait d'inoculer ; tandis que s'ils avoient eu un désir effectif de seconder les intentions libérales de la Législature, au lieu de s'amuser à critiquer les instructions du Bureau, qui n'étoient dirigées que contre l'avidité avec laquelle (immédiatement après la passation de l'Acte et jusqu'à ce que ces instructions eussent été données) on avoit cherché des sujets, sans se mettre en peine du reste, il auroient eu plus de tems qu'il ne falloit pour inoculer de nouveau, dans le cours des cinq mois subséquens à venir jusqu'à celui de Septembre, qui étoit le tems fixé pour recevoir les Régîtres, un nombre égal à celui que quelques-uns avoient complété en travaillant si assidûment dans dix-sept, dix-huit ou vingt jours.

Par le mépris manifeste de toute méthode qui paroît dans quelques uns des Régîtres et par les équivoques que le Bureau a découvertes en les examinant, ainsi que par d'autres causes, il craint que l'inoculation sous sa forme sûre et efficace n'ait pas eu lieu généralement dans les Campagnes. Il s'élève donc naturellement une question si l'intervention de la Législature en faveur de la Vaccine a eu l'effet désiré ? La chose paroît au Bureau pour le moins problématique—Quoiqu'il en soit, si l'on votoit encore de l'Argent pour le même objet il paroît absolument nécessaire qu'on imposât de plus grandes restrictions à ceux qui entreprendroient d'inoculer à l'avenir et qu'on donnât au Bureau de plus grands pouvoirs qu'il n'en a eu ci-devant pour rendre un tel encouragement efficace et suffisant pour atteindre son objet.

Autant le Bureau a de regret d'être obligé d'exprimer ces sentimens, et c'est le devoir seul qui l'y oblige, autant il a de plaisir à reconnoître avec quelle promptitude en toute occasion, quelques-uns ont acquiescé à ses desirs, et à en juger par les Régîtres de ces Messieurs, ils ont rempli avec régularité et exactitude les devoirs qu'ils avoient entrepris : et ils ont par-là mérité non seulement la reconnaissance de ce Bureau, mais celle du Public en général.

Une vraie Copie des Minutes du Bureau.

W. E. HOLMES, Secrétaire.

Certifié,
W. HACKET, M. D. Président B. V.

CHAMBRE D'ASSEMBLEE, CHAMBRE DE COMITE'
LUNDI, le 18 Février 1822.

PRESENS

MESSIEURS Neilson, Oldham, Fournier, Blanchet, Stuart
et L. Lagueux.

Mr. Stuart appelé à la Chaire.

Votre Comité, après avoir examiné les Rapports et les Procédés du Comité nommé par cette Chambre dans la dernière Session de ce Parlement sur cette partie de la Harangue de Son Excellence le Gouverneur en Chef qui a rapport à l'Etablissement des Terres incultes de la Couronne, et qui constitue le sujet de la référence actuelle, a procédé à examiner soigneusement les Documents reçus depuis la fin de la dernière Session, lesquels par conséquent n'étoient pas venus sous la considération de ce Comité.

Ces documens consistent dans les Réponses d'un grand nombre de Curés des différentes Paroisses de cette Province aux Questions qui leur ont été transmises dans la dernière Session de ce Parlement.

Les anticipations d'informations importantes de cette source respectable ont été pleinement réalisées ; la partie d'icelles susceptible d'être donnée dans la forme d'une Table se trouve dans le Tableau abrégé ci-joint.

Pour d'autres informations importantes sur les causes qui ont jusqu'à présent retardé l'Etablissement de ce Pays, votre Comité réfèrera aux Réponses mêmes qui sont parmi les liasses de cette Chambre.

Votre Comité a eu lieu de croire que l'intention de Son Excellence le Gouverneur en Chef le Comte de Dalhousie de faire mettre devant cette Chambre des Copies des parties des Instructions Royales pour la Concession des Terres de la Couronne en cette Province, qui peuvent avoir été données depuis l'année mil sept

Appendice.
(M.)

21e. Jan.

Appendice
(N.)

18e. Févr.

Appendix
(N.)

18th Feb.